

Séance ordinaire du 19 août 2002

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce dix-neuf août deux mille deux à dix-neuf heures trente, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint Romuald (Lévis).

Sont présents : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Est absent : le membre du Conseil Gilles Lehouillier

Assistent à la séance : Sabin Tremblay, directeur général adjoint et Jean Marion, assistant-greffier

CV-2002-04-66

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'adopter l'ordre du jour tel que modifié par l'ajout de l'affaire intitulée « Affectation à même le surplus de l'ex-municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon - Travaux de rénovation de la salle Étienne-Baillargeon (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-67

Période de questions

Environ 140 personnes assistent à la séance.

Dépôt d'une pétition par Gabrielle Genest concernant l'ajout de deux nouveaux panneaux « Arrêt » rue de la Prairie Ouest (secteur Saint-Jean-Chrysostome).

CV-2002-04-68

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 8 juillet 2002 et de la séance spéciale du 18 juillet 2002.

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 8 juillet 2002 et de la séance spéciale du 18 juillet 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-69**Dépôt – Procès-verbal des séances du Comité exécutif des 3, 10, 15 et 18 juillet 2002-**

Le procès-verbal des séances du Comité exécutif des 3, 10, 15 et 18 juillet 2002 est déposé.

CV-2002-04-70**Désignation – Mairesse suppléante**

Il est proposé par le maire Jean Garon
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De désigner Anne Ladouceur, membre du Conseil de la Ville, pour agir à titre de mairesse suppléante à compter du 20 août 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-71**Demande au gouvernement du Québec – Suspension des travaux concernant les modifications au fonctionnement des Cours municipales**

Attendu que la loi actuelle permet aux municipalités locales de créer et d'administrer des cours municipales et, sur une base volontaire, de confier ce rôle à une municipalité régionale de comté ;

Attendu que sur les 89 cours municipales existantes, près de 90% sont administrées par des municipalités locales ;

Attendu que l'ensemble des cours municipales desservent plus de 90% de la population du Québec grâce notamment à la conclusion d'ententes intermunicipales ;

Attendu que le gouvernement a annoncé ses intentions de revoir le fonctionnement des cours municipales afin d'assurer une justice de proximité à tout le territoire québécois ;

Attendu que parmi les scénarios envisagés par le gouvernement pour atteindre cet objectif figurent notamment :

- ? la régionalisation des cours municipales existantes ;
- ? la fin du statut de juge à temps partiel et l'arrivée de juges à temps plein et à moyen terme, de juges permanents ;
- ? l'uniformisation des conditions de travail des greffiers et des procureurs de cours municipales ;
- ? l'harmonisation des juridictions des cours municipales impliquant l'exercice mur à mur par celles-ci de la compétence à l'égard de la partie XXVII du Code criminel ;
- ? la centralisation au ministère de la Justice du traitement des constats d'infraction émis par la Sûreté du Québec, dont la perception des amendes ;

Attendu que ces scénarios impliquent des changements majeurs et des enjeux financiers importants pour les municipalités ;

Attendu qu'un comité multipartite portant sur l'avenir des cours municipales a été formé par l'Union des municipalités du Québec en avril dernier pour étudier différentes questions visant à améliorer le fonctionnement des cours municipales et à élaborer des recommandations aux instances décisionnelles concernées ;

Attendu que ce comité, composé d'élus et de gestionnaires municipaux, a aussi pour mandat de se prononcer sur les différents scénarios envisagés par le gouvernement ;

Attendu que le comité multipartite devrait faire connaître ses recommandations au gouvernement eu égard aux scénarios envisagés à l'automne 2002 ;

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif de demander au gouvernement du Québec :

- ? de suspendre ses travaux portant sur les scénarios suivants :
 - ? la régionalisation des cours municipales existantes ;
 - ? la fin du statut des juges à temps partiel et l'arrivée de juges à temps plein et à moyen terme, de juges permanents ;
 - ? l'uniformisation des conditions de travail des greffiers et des procureurs de cours municipales ;
 - ? l'harmonisation des juridictions des cours municipales impliquant l'exercice mur à mur par celles-ci de la compétence à l'égard de la partie XXVII du Code criminel ;
 - ? la centralisation au ministère de la Justice du traitement des constats d'infraction émis par la Sûreté du Québec, dont la perception des amendes ;
- ? d'attendre de connaître la réflexion et les recommandations du comité multipartite portant sur l'avenir des cours municipales avant de procéder à toute modification législative ou réglementaire concernant le fonctionnement des cours municipales.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-72

Projection des revenus et des dépenses au 30 juin 2002

L'état des revenus et des dépenses au 30 juin 2002 ainsi que les états comparatifs sur les revenus et les dépenses projetés pour l'exercice financier 2002, tels que préparés par le Trésorier, sont déposés.

CV-2002-04-73

Financement des honoraires juridiques (litiges survenus en 2001)

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de financer les dépenses survenues en 2002 et relatives à une contestation judiciaire ou à un litige, à l'égard d'événements antérieurs au 1^{er} janvier 2002, par une appropriation équivalente des surplus non spécifiquement appropriés ou réservés des municipalités concernées, jusqu'à concurrence de ces surplus. Si le surplus d'une municipalité est insuffisant, il faudra alors imputer cette dépense à l'année 2002 puis ajuster la taxe spéciale sur la dette en 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-74**Vérificateur externe – Système de pondération et d'évaluation des offres pour l'appel d'offres**

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'approuver le document d'appel d'offres annexé à la présente résolution ainsi que le système de pondération et d'évaluation des offres qui y est prévu pour demander des soumissions aux fournisseurs du territoire de la Ville seulement pour la fourniture des services d'un vérificateur externe.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-75**Émission d'obligations – Modification des règlements d'emprunt**

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif :

- ? de modifier les règlements énumérés au document annexé à la présente pour qu'ils soient conformes aux dispositions y apparaissant et ce, pour les montants d'obligations qui y sont indiqués ;
- ? d'émettre des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans ces règlements, c'est-à-dire pour un terme de cinq ans à compter du 18 septembre 2002 pour les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6 et suivantes des règlements numéros V95-862, 367, 412, 415, V91-632, V-91-637, V91-643, V91-646, V91-656, V91-657, V91-659, 500, 641, 374, 515, 731, 732, 526-96, 2001-54, V-1007, 295, chaque émission subséquente devant être effectuée pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt ;
- ? de prolonger le terme originellement fixé dans les règlements énumérés en annexe à la présente résolution, tel que prévu à cette annexe.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-76**Affectation – Soldes disponibles – Règlements d'emprunt**

Attendu que l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome avait réservé les soldes disponibles des règlements V95-862 et V96-875 pour le remboursement de la dette à long terme afin de réduire le montant de refinancement de ces règlements ;

Il est proposé par le conseiller Marc Picard
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Tel que recommandé par le Comité exécutif d'affecter respectivement la somme de 66 000 \$ et la somme de 43 000 \$ au paiement des échéances annuelles en capital et intérêts des emprunts décrétés par les règlements V95-862 et V96-875 au remboursement de la dette à long terme de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-77**Financement – Travaux d'aménagement du parc – Faubourg du Golf, phase III**

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de payer à même le budget de l'exercice financier 2002 et plus précisément, à même les économies provenant du service de la dette de l'ex-Ville de Lévis, réalisées au cours du présent exercice, la somme de 48 339,66 \$ due à l'Assurance-Vie Desjardins-Laurentienne et représentant le deuxième versement des coûts d'aménagement du parc du secteur du Faubourg du Golf, phase III, conformément au protocole d'entente intervenu.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-78**Appui - Demande de subvention – Programme Revi-sols – 3572, avenue des Églises (secteur Charny)**

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'appuyer le projet de réhabilitation du terrain situé au 3572, avenue des Églises (secteur Charny), tel que présenté par son propriétaire, au ministère de l'Environnement et de l'Eau, dans le cadre du programme de réhabilitation des terrains contaminés en milieu urbain.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-79**Travaux de voirie 2002- Liste des rues**

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'approuver la liste des travaux de voirie pour l'année 2002, telle que préparée le 16 août 2002 par le Service du génie et annexée à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-80**Octroi de contrat – Travaux de pavage 2002**

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'accorder les contrats suivants :

- ? la réfection de trottoirs et bordures à Laval Construction inc. au coût de 483 509,20 \$, taxes incluses, aux prix indiqués à sa soumission ;

- ? le pavage (partie A) à Entreprises Lévisiennes inc. au coût de 617 392,03 \$, taxes incluses, aux prix indiqués à sa soumission et conditionnellement à la réception de la contribution de Gaz métropolitain quant à la section 9.0 du devis ;
 - ? le pavage (partie B) à Entreprises Lévisiennes inc. au coût de 328 931,24 \$, taxes incluses, aux prix indiqués à sa soumission ;
 - ? le pavage (partie C) à Construction BML inc., division de Sintra inc. au coût de 230 306,22 \$, taxes incluses, aux prix indiqués à sa soumission ;
- le tout, conformément au devis et à leur soumission.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-81

Indemnité d'assurance - Salle Étienne-Baillargeon (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'accepter l'offre de règlement soumis par l'assureur au montant de 309 483,45 \$ pour les dommages causés à la salle Étienne-Baillargeon (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) et d'autoriser Christian Talbot, au Service du génie, à signer une quittance et tout document de même nature.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-82

Abandon de servitude – Lots 2356 664, 2356 665 et 2 154 268 du cadastre du Québec (secteur Saint-Romuald)

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'abandonner tous les droits découlant de la servitude de passage, de puisage d'eau et d'aqueduc établie en faveur de la Ville sur les lots 2356 664, 2356 665 et 2 154 268 du cadastre du Québec, d'autoriser la signature d'un acte à cet effet et d'abroger la résolution CV-2002-03-04 intitulée «Abandon de servitudes – Lots 2 856 664 et 2 154 268 du cadastre du Québec (secteur Saint-Romuald) ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-83

Entente – Raccordement à l'émissaire du chemin des Iles – Ultramar Ltée

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser la signature de l'entente annexée à la présente résolution à intervenir avec Ultramar Ltée, concernant le raccordement de sa station de pompage du système de protection-incendie sur l'émissaire du chemin des Iles.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-84**Approbation du plan-projet – Prolongement de la rue de la Touraine (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)**

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'approuver le projet de développement visant le prolongement de la rue de la Touraine (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon), tel que prévu au plan de Roger Arsenault, arpenteur-géomètre, minute 10 566.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-85**Octroi de contrat – Travaux d'infrastructure – Rues d'Orion, de la Licorne et de la Prairie ouest (secteur Saint-Jean-Chrysostome)**

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'accorder le contrat d'exécution des travaux d'infrastructure requis pour la réalisation du projet de développement Constellations, phase I (rues d'Orion, de la Licorne et une section de la Prairie ouest, secteur Saint-Jean-Chrysostome) à G.P.C. Excavation inc. au coût de 1 458 356,77 \$, taxes incluses, aux prix indiqués à sa soumission, conformément au devis et à sa soumission, conditionnellement à l'approbation du règlement RV-2002-00-06, tel que modifié par le règlement RV-2002-00-36 par le Ministre des Affaires municipales et de la Métropole et à l'émission du certificat d'autorisation du ministère de l'Environnement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-86**Approbation des plans révisés – Travaux d'infrastructure – Rues d'Orion, de la Licorne et de la Prairie ouest (secteur Saint-Jean-Chrysostome)**

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif :

- ? d'approuver les plans et devis préparés par CIMA, société d'ingénierie, projet numéro R01B156, soit les plans 1 de 7 à 3 de 7 révisés le 13 décembre 2001, les plans 4 de 7 et 5 de 7 révisés le 30 mai 2002 ainsi que les plans 6 de 7 et 7 de 7 datés du 30 novembre 2001, dans le cadre de la réalisation du projet de développement Constellations, phase I (rues d'Orion, de la Licorne et une section de la Prairie ouest, secteur Saint-Jean-Chrysostome) ;
- ? d'autoriser cette firme à présenter ces plans pour approbation au ministère de l'Environnement ;
- ? d'entretenir les bassins de sédimentation dont la construction est prévue à l'entente intervenue avec le promoteur de ce projet, dès qu'ils seront devenus propriété de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-87**Appui – Demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole – Partie du lot 123 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon**

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'appuyer la demande d'agrandissement de la propriété située sur le lot 123-P (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon), d'une superficie de 3 040 mètres carrés, de lotissement et d'utilisation à une fin autre qu'agricole par le déplacement de la résidence qui est dérogoire (marge avant), le tout, selon les critères d'analyse prévus à l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec* suivants :

Critères et obligations

- ? le potentiel agricole du ou des lots : **classe 4** ;
- ? le potentiel agricole des lots avoisinants : **classe 4** ;
- ? les possibilités d'utilisation du ou des lots à des fins d'agriculture : **l'activité agricole est impossible en raison de la petite superficie du terrain** ;
- ? les conséquences d'une autorisation sur les activités et le développement des activités agricoles ainsi que les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants : **non applicable car le bâtiment est existant** ;
- ? les contraintes résultant de l'application des lois et règlements en matière d'environnement pour les établissements de production animale : **non applicable car le bâtiment est existant** ;
- ? la disponibilité d'autres emplacements de nature à éliminer ou réduire les contraintes sur l'agriculture : **non applicable car le bâtiment est existant** ;
- ? l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation : **quelques résidences sont existantes dans le secteur limitant ainsi l'utilisation agricole** ;
- ? L'effet sur la préservation pour l'agriculture des ressources eau et sol dans la municipalité et dans la région : **aucun** ;
- ? la constitution de propriétés foncières dont la superficie est suffisante pour y pratiquer l'agriculture : **non applicable** ;
- ? l'effet sur le développement économique de la région : **non applicable** ;
- ? les conditions socioéconomiques nécessaires à la viabilité d'une collectivité lorsque la faible densité d'occupation du territoire la justifie : **non applicable**.

Critères facultatifs

Un avis de non-conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire par une municipalité régionale de comté : **aucun avis de non-conformité** ;

Les conséquences d'un refus pour le demandeur : **il devra se trouver un acheteur pour l'ensemble de sa propriété**.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-88**Protocoles d'entente – Ouverture de rues**

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser la signature d'ententes à intervenir avec les promoteurs indiqués au tableau annexé à la présente résolution et concernant la réalisation des développements résidentiels mentionnés en regard de leur nom.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-89

Appui - Demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec – Lots 1 963 466, 1 964 359, 2 555 146 et 2 555 153 du cadastre du Québec (secteur Saint-Nicolas)

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'appuyer la demande d'aliénation des lots 1 963 466, 1 964 359, 2 555 146 et 2 555 153 du cadastre du Québec (secteur Saint-Nicolas), d'une superficie de 405 295,80 mètres carrés. Cette demande consiste à vendre les lots 1964359 et 2555153 d'une superficie de 229 474,50 mètres carrés pour de l'aménagement forestier ainsi que les lots 1963466 et 2555146 d'une superficie de 175 821,30 mètres carrés pour de l'aménagement forestier et faunique le tout, selon les critères d'analyse prévus à l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec* suivants :

Critères et obligations

- ? le potentiel agricole du ou des lots : **classe 4** ;
- ? le potentiel agricole des lots avoisinants : **classe 4** ;
- ? les possibilités d'utilisation du ou des lots à des fins d'agriculture : **la présente demande est tout simplement à des fins d'aliénation et non à des fins autres que l'agriculture** ;
- ? les conséquences d'une autorisation sur les activités et le développement des activités agricoles ainsi que les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants : **non applicable**;
- ? les contraintes résultant de l'application des lois et règlements en matière d'environnement pour les établissements de production animale : **non applicable** ;
- ? la disponibilité d'autres emplacements de nature à éliminer ou réduire les contraintes sur l'agriculture : **non applicable** ;
- ? l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation : **non applicable** ;
- ? L'effet sur la préservation pour l'agriculture des ressources eau et sol dans la municipalité et dans la région : **non applicable** ;
- ? la constitution de propriétés foncières dont la superficie est suffisante pour y pratiquer l'agriculture : **chaque partie peut être exploitée de façon séparée** ;
- ? l'effet sur le développement économique de la région : **non applicable** ;
- ? les conditions socioéconomiques nécessaires à la viabilité d'une collectivité lorsque la faible densité d'occupation du territoire la justifie : **non applicable**.

Critères facultatifs

Un avis de non-conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire par une municipalité régionale de comté : **aucun avis de non-conformité** ;

Les conséquences d'un refus pour le demandeur : **il devra se trouver un acheteur pour l'ensemble de sa propriété**.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-90

Demande d’aide financière – Ministère des Affaires municipales et de la Métropole – Programme d’aide au développement économique et à la création d’emplois

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De transmettre au Ministère des Affaires municipales et de la Métropole le bilan des activités réalisées en 2001 par les ex-Municipalités régionales de comté de Desjardins et des Chutes-de-la-Chaudière dans le cadre du programme d’aide au développement économique et à la création d’emplois de ce ministère ainsi que le plan de travail soumis à ce titre pour l’année 2002 par le Bureau de la planification et du développement économique de la Ville, aux fins de l’obtention d’une aide financière du ministère dans le cadre de ce même programme.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-91

Modification – Résolution CV-2002-00-94 « Autorisation de signature du protocole d’entente concernant la réalisation de la phase 1 du projet de développement domiciliaire « Constellations »

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de modifier la résolution CV-2002-00-94 intitulée « Autorisation de signature du protocole d’entente concernant la réalisation de la phase 1 du projet de développement domiciliaire « Constellations » », par l’ajout, des mots « Camil Boutin (1983) inc. » après les mots « 2542-0902 Québec inc, Les Placements GND inc., Gestion Jacques Cantin inc. et Corporation Ro- mart inc. ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-92

Fermeture de rues – Marathon des deux Rives

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d’autoriser la tenue de l’événement Marathon des deux Rives qui se déroulera le 25 août prochain ainsi que la fermeture des rues suivantes à compter de 7h00 et d’en aviser la population concernée par la transmission d’une lettre circulaire :

RUES FERMÉES (parcours)	HEURES D’OUVERTURE
rue des Commandeurs (entre Desjardins et du Charbonnier) et la rue du Charbonnier)	9 h 30
rue Vincent-Chagnon	9 h 30
boul. Desjardins (entre Vincent-Chagnon et boul. de la Rive-Sud)	10 h
boul. de la Rive-Sud (entre Desjardins et Mgr Bourget)	10 h
Mgr Bourget (entre le boul. de la Rive-Sud et Champagnat)	10 h
rue Champagnat (entre Mgr Bourget et Vincent-Chagnon)	10 h

rue Vincent-Chagnon à nouveau	10 h
boul. Desjardins à nouveau (entre Vincent-Chagnon et St-Georges)	10 h
rue St-Georges (entre Desjardins et St-Joseph)	10 h
rue St-Joseph (entre Fafard et Foisy)	10 h 15
rue St-Laurent	11 h
boul. de la Rive Sud (entre St-Laurent et chemin du Fleuve)	11 h
chemin du Fleuve	12 h
côte Garneau	12 h
rue Dupont	12 h
chemin du Sault (entre Dupont et boul. de la Rive Sud)	12 h
boul de la Rive-Sud jusqu’au pont de Québec	12 h 30
Note : le parcours du marathon empruntera la piste cyclable entre le domaine Baribeau (rue des Berges) et la côte Bégin (une alternative sera proposée aux cyclistes sur la rue St-Laurent)	11 h

- Note :**
- 1- Les côtes suivantes seront fermées dans le haut :
Fréchette, Rochette et Hallé.
 - 2- Les rues suivantes seront fermées indirectement puisque les rues collectrices seront fermées par le passage des coureurs : du Charbonnier, du Cordonnier, du Ramoneur, du Forgeron, du Batelier, St-Omer (entre Champagnat et boul de la Rive-Sud, P.A. Borduas, Alfred Pellan, Charles-Huot, Suzor-Côté, Louise Carrier, Marc-Aurèle-Fortin, Ozias-Leduc, chemin du Gouvernement, de Courcelette (au sud de Champagnat), du Serrurier, du Tailleur, du Potier, du Cantonnier, de l’Artificier, de l’Armurier, du Charron, du Fondeur, du Maçon, du Menuisier, du Charpentier, du Plateau, Bolduc, de Vimy, Thibault, du Mont-Marie (à l’est de St-Georges), Champagnat (entre A. Desjardins et Vincent-Chagnon), d’Artimon, Mirepoix, de l’Esplanade, d’Aubigny, du Parc, Grondin, Vaillancourt, Saint-Éric, Marcelin, Carrier, du Juvénat, Leblanc, Plante, du Manoir, Barras, Duplessis, du Fleuve, St-Pierre, Lévis, Patton, Baron, Bord de l’eau, Alain, Jalbert, L’Hébreux, des Berges, Jean Huard, St-Olivier, du Juvénat, Simard, St-Hilaire, St-François, Barrette, Lambert, St-Vincent, Bourget, Devillers, St-Damase, St-Octave, Hardy, de l’Étang, de la Montagnaise, du Bassin, de la Dalle, de l’École, Y. Goulet, Paul-Émile Dubé, Édouard-Curodeau, de la Chaudière, de la Presqu’île, de la Rivière, de la Promenade, du Boisé, de la Source.
 - 3- La tenue de cette activité exige l’interdiction de stationner dans les rues empruntées par le parcours

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-93

Modification – Résolution CV-2002-03-42 « Embauche de pompiers à temps partiel – Service de la sécurité incendie »

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de modifier la résolution CV-2002-03-42 intitulée « Embauche de pompiers à temps partiel – Service de la sécurité incendie », par la suppression des mots « Justin Lessard ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-94

Dépôt – Certificats d'enregistrements - RV-2002-00-33 décrétant une dépense pour l'acquisition de véhicules automobiles identifiés et banalisés pour le Service de police et pour le Service de la sécurité incendie ainsi qu'un emprunt et RV-2002-00-34 décrétant des honoraires professionnels ainsi qu'un emprunt

L'assistant-greffier dépose devant le Conseil les certificats d'enregistrement relatifs aux règlements RV-2002-00-33 décrétant une dépense pour l'acquisition de véhicules automobiles identifiés et banalisés pour le Service de police et pour le Service de la sécurité incendie ainsi qu'un emprunt et RV-2002-00-34 décrétant des honoraires professionnels ainsi qu'un emprunt

CV-2002-04-95

Adoption et dispense de lecture – Règlement RV-2002-00-22 modifiant le règlement 273-90 sur le zonage de l'ancienne Ville de Saint-Romuald (Batteries Bolduc)

Attendu que la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-22 modifiant le règlement 273-90 sur le zonage de l'ancienne Ville de Saint-Romuald a été demandée lors de la séance tenue le 13 mai 2002 ;

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-22 modifiant le règlement 273-90 sur le zonage de l'ancienne Ville de Saint-Romuald et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-96

Adoption et dispense de lecture – Règlement RV-2002-00-28 modifiant le règlement de zonage 577 et le règlement 576 sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'ancienne municipalité de Pintendre (Transport Fortier)

Attendu que la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-28 amendant le règlement de zonage 577 et le règlement 576 sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'ancienne municipalité de Pintendre a été demandée lors de la séance tenue le 13 mai 2002 ;

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-28 amendant le règlement de zonage 577 et le règlement 576 sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'ancienne municipalité de Pintendre et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-04-97

Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement RV-2002-00-36 modifiant le règlement RV-2002-00-06 décrétant l'ouverture de la rue d'Orion et de la Licorne (phase 1) et décrétant des travaux d'infrastructure des services municipaux sur ces rues, soit les lots 202-18, 203-29, 203-11-2, 205-6-3, 205-57, 206-91, 209-62, 660-2 (rue), 202 partie, 203 partie, 209 partie, 660 partie et sur une section de la rue de la Prairie ouest, et autorisant un emprunt et une dépense au montant de 1 716 600 \$, conformément à la politique de l'ancienne Ville de Saint-Jean-Chrysostome établie au règlement 98-983

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement RV-2002-00-36 modifiant le règlement RV-2002-00-06 décrétant l'ouverture de la rue d'Orion et de la Licorne (phase 1) et décrétant des travaux d'infrastructure des services municipaux sur ces rues, soit les lots 202-18, 203-29, 203-11-2, 205-6-3, 205-57, 206-91, 209-62, 660-2 (rue), 202 partie, 203 partie, 209 partie, 660 partie et sur une section de la rue de la Prairie ouest, et autorisant un emprunt et une dépense au montant de 1 716 600 \$, conformément à la politique de l'ancienne Ville de Saint-Jean-Chrysostome établie au règlement 98-983.

Ce règlement a pour objet de modifier le règlement RV-2002-00-06 concernant la répartition des coûts de l'emprunt.

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-36 puisque l'assistant-greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-04-98

Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement RV-2002-00-37 sur le versement par la Ville de Lévis d'une contribution à La compagnie du chemin de fer de Québec central pour l'exécution de travaux de signalisation

Le conseiller Jocelyn Olivier donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement RV-2002-00-37 sur le versement par la Ville de Lévis d'une contribution à la compagnie du chemin de fer de Québec central pour l'exécution de travaux de signalisation.

Ce règlement a pour objet d'autoriser le versement d'une somme de 53 056,53 \$ à La compagnie du chemin de fer de Québec central pour pourvoir à la contribution de la Ville aux dépenses effectuées par cette compagnie pour l'exécution de travaux de signalisation pour un passage à niveau sur l'avenue des Arbrisseaux (secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville) et d'approprier cette somme à même la subvention du gouvernement du Québec du 13 mars 2002.

De plus, le conseiller Jocelyn Olivier demande la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-37 puisque l'assistant-greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-04-99**Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement RV-2002-00-38 décrétant des honoraires professionnels pour la mise à jour du rôle d'évaluation et la numérisation des matrices graphiques ainsi qu'un emprunt**

Le conseiller Pierre Brochu donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement RV-2002-00-38 décrétant des honoraires professionnels pour la mise à jour du rôle d'évaluation et la numérisation des matrices graphiques ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter une dépense pour les honoraires professionnels requis pour effectuer la mise à jour du rôle d'évaluation et la numérisation des matrices graphiques ainsi qu'un emprunt n'excédant pas la somme de 191 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 5 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

De plus, le conseiller Pierre Brochu demande la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-38 puisque l'assistant-greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-05-00**Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement RV-2002-00-39 décrétant l'ouverture des rues Simoneau et du Coteau**

Le conseiller Philippe Laberge donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement RV-2002-00-39 décrétant l'ouverture des rues Simoneau et du Coteau.

Ce règlement a pour objet de décréter l'ouverture de la rue Simoneau sur le lot 175-73 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon et du Coteau sur les lots 89-22 et 89-34 de ce cadastre.

De plus, le conseiller Philippe Laberge demande la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-39 puisque l'assistant-greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-05-01**Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement RV-2002-00-40 modifiant les règlements 977 et 978 de l'ex-Ville de Lévis ayant pour objet l'établissement d'un Programme de revitalisation des vieux quartiers et son financement**

Le conseiller Pierre Brochu donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement RV-2002-00-40 modifiant les règlements 977 et 978 de l'ex-Ville de Lévis ayant pour objet l'établissement d'un Programme de revitalisation des vieux quartiers et son financement.

Ce règlement a pour objet de modifier :

- ? le règlement 977 de l'ancienne Ville de Lévis établissant un Programme de revitalisation des vieux quartiers, pour décréter l'application de la phase VI de ce programme pour 2002 et 2003 ;
- ? le règlement 978 de l'ex-Ville de Lévis décrétant un emprunt et une dépense de 215 000 \$ pour le paiement des sommes représentant la participation de la Ville dans l'octroi de subventions pour l'année 2001 dans le cadre du Programme de revitalisation des vieux quartiers, pour décréter un emprunt et une dépense de 312 000 \$ pour le paiement des sommes représentant la participation de la Ville

dans l'octroi de subventions versées dans le cadre des phases V et VI de ce programme.

De plus, le conseiller Pierre Brochu demande la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-40 puisque l'assistant-greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-05-02

Affectation à même le surplus de l'ex-municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon - Travaux de rénovation de la salle Étienne-Baillargeon (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)

Il est proposé par Philippe Laberge
Appuyé par Béatrice Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'affecter une partie du surplus non affecté de l'ex-municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon au paiement des coûts de rénovation de la Salle Étienne-Baillargeon (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) et totalisant la somme de 322 455,74 \$ sous réserve de la vérification du montant de 7 500 \$ apparaissant au Tableau numéro 1 (demande(s) additionnelle(s) à venir) concernant la rénovation de la salle Étienne-Baillargeon préparé par Christian Talbot du Service du génie en date du 8 août 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-03

Période d'intervention des membres du Conseil

Dépôt par le conseiller Jean-Claude Bouchard d'une pétition de citoyens de la rue de la Grève Gilmour concernant l'installation de « dos d'âne » sur cette rue de manière à forcer les automobilistes à réduire la vitesse de leur véhicule.

CV-2002-05-04

Période de questions

CV-2002-05-05

Levée de la séance

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

La séance est levée à 21h50.

Adoptée à l'unanimité

Jean Garon, maire

Jean Marion, assistant-greffier